

Hier se tenait une rencontre décisive concernant l'avenir de l'aciérie Ascoval de Saint-Saulve, avec l'audience au tribunal de commerce de Strasbourg. Au même moment, les représentants syndicaux des 300 salariés de l'usine se sont rendus à Paris à Bercy, espérant que le plan B ne sera pas mis en place, alors qu'il prévoit un fonds de 12 millions d'euros pour financer un plan social. Plusieurs sources estimaient que la décision n'allait pas être prise le 26 septembre, mais qu'elle devait encore être décalée, au moment où deux repreneurs potentiels se sont manifestés.